

Centrale électrique

Aïn Béni Mathar permet de réduire l'émission de 20.000 T de CO2 par an

La Banque mondiale a donné le bilan de la réalisation de la centrale électrique de Aïn Béni Mathar qui a permis d'atténuer les émissions de gaz et la création d'emplois dans l'Oriental.

Dounia Mounadi
dmounadi@aujourd'hui.ma

La centrale électrique hybride de Aïn Béni Mathar permet de réduire l'émission d'au moins 20.000 tonnes de CO2 par an. C'est ce qu'a souligné la Banque mondiale dans son rapport sur la réalisation de deux projets qui utilisent une technologie hybride à base d'énergie solaire concentrée (CSP) pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et atténuer les émissions de gaz à effet de serre, dont la centrale de Aïn Béni Mathar.

En effet, la Banque mondiale a coopéré avec le Maroc et l'Égypte à la mise au point de centrales électriques employant cette nouvelle technologie dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Aussi, les deux projets ont donné lieu à des résultats concrets avec la réduction de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et la création d'emplois dans les deux pays. Suite à ces données favorables, des centrales hybrides alimentées au gaz et à l'énergie solaire

d'une capacité de plus de 600 mégawatts (MW), dont 40 MW à base d'énergie solaire, ont été installées au cours des trois dernières années dans la région MENA, démontrant ainsi la faisabilité de cette solution technologique dans les pays en développement. Ainsi, le programme a permis d'éviter l'émission de 20.000 et 40.000 tonnes de CO2 par an respectivement dans les centrales marocaine et égyptienne, et de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Dans ce sens, le Maroc et l'Égypte ont mis en place des institutions spécialisées dans les énergies renouvelables et ce programme a ouvert la voie à d'autres projets et mobilisé les bailleurs de fonds sur ce secteur. En effet, fort des succès enregistrés par les premiers projets CSP, le Maroc a mis en place un plan visant la production de 2.000 MW d'électricité solaire à l'horizon 2020, et lancé la construction d'une centrale de 500 MW à Ouarzazate.

Aussi, les deux projets, marocain

et égyptien, ont permis la mobilisation de prêts concessionnels auprès du Fonds pour les technologies propres (CTF) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ainsi que l'appui d'autres donateurs, qui va permettre d'implanter dans la région une capacité de 1 GW provenant de centrales entièrement alimentées à l'énergie solaire. Selon la Banque mondiale, outre le fait de satisfaire la demande accrue d'énergie par le recours à des ressources renouvelables et durables, et de bénéficier, par ce fait, direc-

tement aux citoyens marocains et égyptiens, ces projets ont des retombées positives considérables sur les investisseurs privés, dans la mesure où ils démontrent la faisabilité des projets d'énergie solaire concentrée dans la région MENA et l'industrie locale qui assurera la fourniture de certains équipements et services à une nouvelle industrie en plein essor. Aussi, «*les leçons tirées des deux premiers projets vont permettre de faciliter la mise en œuvre de projets ultérieurs, susciter l'intérêt du secteur privé, réduire les coûts et générer des connaissances sur les risques liés*

Des centrales hybrides alimentées au gaz et à l'énergie solaire ont été installées au cours des trois dernières années dans la région MENA.

aux conditions d'exploitation», a souligné la Banque mondiale dans son rapport. Et de poursuivre : «*d'autres initiatives régionales, telles que le Plan solaire méditerranéen et le projet Desertec, visent à promouvoir davantage l'énergie solaire concentrée dans la région MENA et font actuellement l'objet de discussions. Les perspectives d'exportations vers l'Europe pourraient permettre à terme de réaliser des économies d'échelle, mais il est évident qu'une part importante de l'énergie produite durant les premières années sera utilisée par les pays eux-mêmes pour satisfaire leur demande inté-*

rieure d'électricité».

Pour rappel, il n'a été possible de mettre en œuvre les projets marocain et égyptien d'énergie solaire concentrée et d'expérimenter cette nouvelle technologie dans la région qu'à travers la mise au point de différents partenariats entre pays, entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et bailleurs de fonds (voir encadré ci-dessous).

Dans ce sens, et pour institutionnaliser cet effort, une assistance a été fournie au Maroc et à l'Égypte afin qu'ils mettent sur pied des structures nationales spécialisées, lesquelles sont progressivement en train d'acquérir l'expertise nécessaire dans la mise en œuvre des projets de solaire concentré et d'en tirer des enseignements pratiques. Aussi, l'une des principales préoccupations exprimées par les différentes parties prenantes concernait les avantages que tireraient les économies locales de ces projets. Pour y répondre, la Banque mondiale avait mené une étude sur les perspectives et les défis liés à l'établissement d'une production d'énergie solaire concentrée dans la région, au niveau de la fabrication locale des équipements et des services. Selon les conclusions de l'étude, les équipements spécifiques devaient provenir, à court terme, d'Europe, tandis que la gestion globale, la construction des structures d'acier et les travaux de génie civil pourraient être confiés à des entreprises locales depuis le début du projet ou dans les années suivantes, comme cela a été le cas pour le projet Kureimat en Égypte. ■



• La station électrique hybride de Aïn Béni Mathar.

Partenaires et financements des projets CSP



Le lancement de l'initiative régionale destinée à appuyer le déploiement à grande échelle de projets d'énergie solaire concentrée dans la région MENA a reposé sur la collaboration de plusieurs partenariats, au premier rang desquels figurent la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement ainsi que des donateurs japonais, européens et arabes. L'intérêt et la confiance à l'égard de l'énergie solaire et éolienne dans la région sont aujourd'hui largement partagés. Les contributions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) destinées aux projets de centrales solaires au Maroc et en Égypte se sont élevées à 100 millions de dollars environ, le coût global des projets se situant autour de 800 millions de dollars. Le programme d'énergie solaire concentrée pour la région MENA s'appuiera sur 750 millions de dollars de prêts fortement concessionnels octroyés par le CTF, ainsi que sur des financements additionnels alloués par les bailleurs de fonds s'élevant à environ 4,8 milliards de dollars et destinés à financer les projets de centrales et les projets connexes d'infrastructures de transmission.